



CCN CGT 30/31 MAI :

UN EXERCICE DE DEMOCRATIE

**Que d'encre,
que de
propos portés
par des
médias sur la
CGT ces der-
niers jours !!!**

C'est dire l'importance qui est donnée à notre maison CGT dans ce contexte nouveau dans le pays.

Une CGT qui a largement contribué à mettre à bas le précédent pouvoir politique qui a beaucoup fait souffrir les salariés ces 5 dernières années pour le plus grand bonheur des multinationales et du MEDEF.

Une CGT qui peut inquiéter aussi ceux qui sont en responsabilité aujourd'hui parce qu'elle n'a pas l'intention de baisser le pavillon de la résistance, ni d'accepter de rentrer dans le moule de l'austérité, même si celle-ci est drapée de « plus juste ou équitable ».

Oui, c'est avec fierté que la CGT débat avec un sens de démocratie, de responsabilité qui fait honneur à son histoire.

Les travaux du CCN de la CGT furent un grand moment de démocratie syndicale, avec en perspective le renforcement de toute la maison CGT, avec une réflexion approfondie sur sa vie, son fonctionnement pour plus d'efficacité encore dans son action pour les revendications des salarié(e)s.

OUI, la CGT porte l'exigence de rupture avec les idéologies en cours qui voudraient que, au nom du réalisme économique, d'une France engluée dans une EUROPE au service ou asservie à la haute finance, il nous faudrait « être réalistes », c'est-à-dire, accepter de remiser au placard nos légitimes revendications. C'est l'austérité qui est une impasse économique et sociale et non le progrès social.

Il n'y a pas d'issue pour les salariés dans les politiques d'austérité, celles-ci visant à maintenir les marges de profits des actionnaires par une régression sociale sur l'emploi, le salaire, le droit à la santé et aux soins.

C'est de répartition de richesses que la CGT entend débattre, négocier avec un SMIC à 1700 € comme socle d'évolution et de paiement des qualifications dans les grilles salariales de branches.

C'est une reconquête sur une politique industrielle porteuse de création d'emplois, de satisfaction de besoins qu'il y a urgence à impulser.

C'est de politique de santé, d'accès aux soins pour tous et non en fonction de moyens financiers qu'il faut pour parler de justice sociale, de progrès.

Les propos de « relance de la croissance » n'ont aucune valeur, et restent une utopie ou un mensonge, s'ils ne s'accompagnent pas d'une politique de progrès social, avec un renforcement des droits démocratiques dans les entreprises permettant aux salariés de peser sur les choix qui engagent leur avenir, la stratégie de l'entreprise.

OUI, l'heure n'est pas à l'attentisme à la CGT, mais à renforcer son organisation, son efficacité avec l'objectif d'amplifier les mobilisations, l'intervention des salariés pour leurs revendications.

Le sommet social de juillet se trouve ainsi sous surveillance du monde du travail quant aux propositions qui en sortiront.

La rentrée s'organise déjà avec un rendez-vous le 9 octobre autour des enjeux liés à la reconquête industrielle, créatrice d'emplois, avec augmentation des salaires, revalorisation des pensions des retraités et renforcement de notre protection sociale.

La CGT est en marche pour des avancées sociales.